

Choisir un métier :

Quelle information, quel accompagnement pour une orientation choisie ?



Jean-Luc Gulin, président du CIDJ et Pascal Charvet, directeur général de l'Onisep.

Retenir le thème du choix du métier en « cette période de crise économique » n'est pas un « choix » anodin. Tel est le diagnostic de Jean-Luc Gulin, le président du CIDJ. « Ce thème est au cœur du débat politique et social actuel, puisqu'il coïncide avec une première mise en perspective de la loi de novembre 2009 relative au SPO (Service Public de l'Ori-entation) ».

Plus que jamais, Jean-Luc Gulin souhaite que le CIDJ s'inscrive aux côtés des jeunes pour les aider à « se projeter dans leur avenir ». Citant Jules Romains, il rappelle que « la jeunesse est le temps que l'on a devant soi ». Un temps que le jeune doit mettre à profit « pour faire face à une situation économique dramatique et aussi pour se former, constamment, notamment en raison de l'évolution constante des technologies ». Adhérent fermement au principe du droit à l'erreur ou du tâtonnement, le président du CIDJ plaide en faveur d'une « orientation choisie, seule capable de permettre aux jeunes de trouver leur voie ». Cette orientation choisie peut s'appréhender comme la définition d'un « juste équilibre » entre les aspirations des jeunes et les offres du marché. Contrairement à des modes de pensée en vogue, Jean-Luc Gulin ose appeler les entreprises à « s'adapter à ceux qui sortent tout juste des bancs de l'école ». C'est à ce prix seulement que les jeunes et les entreprises deviendront véritablement « compatibles ». Et tout le monde sera gagnant...

Les jeunes sont-ils vraiment acteurs du choix de leur métier ? Disposent-ils d'informations suffisantes ? Sont-ils les victimes consentantes du désir de leurs parents ou d'un système scolaire pas suffisamment tourné vers l'entreprise ? Sans faux-semblants, ce colloque s'est attaqué à toutes ces problématiques. Jusqu'à donner une nouvelle dimension à la notion d'orientation choisie.

« Le choix d'un métier est la chose la plus difficile de la vie » PASCAL

L'éditéon 2011 du colloque national du CIDJ s'est ouverte sur la prise de parole du directeur de l'emploi et de la communication de La Poste, Joël Moreau. En accueillant dans son grand auditorium le CIDJ et ses partenaires (Onisep, Centre Inffo), La Poste prouve son implication sur le sujet de l'emploi des jeunes. « En tant qu'acteur économique, La Poste a besoin que l'orientation des jeunes soit réussie », explique-t-il, espérant à terme pouvoir profiter de ces talents qui mûrissent au sein de l'institution scolaire. Egalement invité à s'exprimer au « pupitre », le directeur de l'Onisep, Pascal Charvet, félicite le « savoir-faire du CIDJ dans l'organisation de ce colloque ». Surtout, il en souligne la dimension partenariale, et notamment les « collaborations essentielles » qui ont désormais cours entre le CIDJ et l'Onisep. Des paroles qui font écho à celles de Jean-Luc Gulin, pour qui des « fiançailles sont en train de se concrétiser ». En attendant le mariage ? Pourquoi pas ! Selon Pascal Charvet, « il n'est possible

d'avancer que dans la complémentarité », comme en témoignent de récents travaux menés de concert sur le dossier du handicap.

Pascal Charvet rappelle que le CIDJ et l'Onisep « sont les seuls organismes en Europe à être à la fois du côté de l'Éducation nationale et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ». En clair, ces organismes ont un ADN qui se nourrit de partenariats. Mais ne faut-il pas aller plus loin ? Pour Pascal Charvet, il s'agit encore de « collaborer avec les branches professionnelles et travailler en lien étroit avec tous les acteurs de l'économie ».

En guise de mot de la fin, le directeur général de l'Onisep souhaite faire la vie dure aux stéréotypes, autrement dit faire mieux circuler l'information. « Les jeunes doivent être conscients qu'il existe des gisements d'emploi du côté de la mécanique, de l'industrie ou des sciences », précise-t-il. En effet, le choix des métiers ne peut se faire qu'en pleine connaissance des réalités du monde de l'entreprise. Et alors, peut-être, l'orientation choisie deviendra une orientation réussie.

« Pour avancer sur les questions de l'orientation, le CIDJ et l'Onisep doivent devenir des alliés substantiels ».

PASCAL CHARVET

« Il faut être enthousiaste de son métier pour y exceller ».

JEAN-LUC GULIN, CITANT DENIS DIDEROT

« Alors que les filles sont majoritaires en S en terminale, ce n'est pas normal qu'il n'y ait que 17 % de filles ingénieurs. Nous avons des progrès à faire ».

PASCAL CHARVET

« Quel rôle peuvent jouer les acteurs de l'entreprise pour une meilleure connaissance des métiers ? »

Lors de cette table ronde, le rapport au travail a été scruté sous toutes ses coutures. Si les acteurs de l'entreprise ont le devoir de faire connaître leurs métiers, parents et professeurs ont également un rôle déterminant à jouer.



Comprendre ! Agir ! Changer !



De gauche à droite : Katherine Khodorowsky, Yvon Gattaz et Sophie de Menton.

« L'apprentissage est encore et toujours un chemin de croix pour les jeunes ».

KATHERINE KHODOROWSKY

« Il faut donner à l'école le concret de l'entreprise ».

SOPHIE DE MENTON

« Le nouveau talent de la gestion, c'est la gestion des talents ».

YVON GATTAZ

Désireuse d'entrer rapidement dans le vif du sujet, Katherine Khodorowsky estime qu'aujourd'hui beaucoup de mots sont utilisés « sans la connaissance de leur origine et de leur sens premier ». Selon elle, ces lacunes de langage sont préjudiciables. Pour y remédier, elle se propose de révéler « l'identité » de certains mots qui intéressent l'univers de l'orientation. Ainsi, « métier » vient du latin « *mysterium* ». « Travail » évoque à l'origine un instrument de torture. Quant à « orientation », le mot signifie « le choix qui vient de soi », et non pas « le choix qui vient des autres ».

Cette mise en bouche réalisée, la directrice de la communication du CIDJ souhaite faire part des résultats d'une enquête Inserm de 2011. Contrairement à des idées préconçues, celle-ci montre que l'image de l'entreprise chez les jeunes est plutôt bonne. En effet, quelque 60 % des étudiants disent avoir confiance dans les entreprises. Pour autant, tout n'est pas gagné ! Et ce, en raison de la spécificité de cette fameuse génération Y (soit les jeunes nés dans les années 1980) qui a comme devise : « Travailler moins pour vivre mieux ». Mais que pensent les professionnels de cette devise ? Pas

forcément du bien, comme l'indique Sophie de Menton, pour qui « il est difficile d'intégrer le marché du travail avec une telle mentalité ».

« L'entreprise doit aider les jeunes à entrer dans le monde du travail », explique Katherine Khodorowsky. Comment ? À travers l'apprentissage, qui doit être à la fois une voie légitime pour accéder aux savoirs et un moyen de découverte et de familiarisation avec l'entreprise. Et de pointer les dangers que font courir aux jeunes les CDD et les stages, ces « contrats au rabais » avec lesquels les jeunes sont si souvent accueillis au terme de leur parcours de formation !

Le monde du travail, Sophie de Menton le connaît bien. À ses yeux, il est important de « réconcilier le pays avec ses entreprises ». Si bien que chacun doit faire des efforts. D'un côté, les patrons qui, trop formatés, ont tendance à recruter uniquement « sur les diplômés ». De l'autre, les parents qui jouent un rôle décisif sur « le rapport au travail de leurs enfants ». En tant que recruteur, Sophie de Menton regrette que nombre de candidats présentent des « défauts de savoir être » et se distinguent par des comportements (manière de communiquer, de s'habiller, etc.) « inadaptés à l'entreprise ».

Mais comment les entreprises peuvent-elles mieux faire comprendre aux jeunes ce qu'elles attendent d'eux ? Surtout, de quelles façons peuvent-elles communiquer sur les métiers ? Comme éléments de réponse, Yvon Gattaz est revenu sur les différentes actions menées par l'association Jeunesse et Entreprises depuis 1986 : rapprochements constants entre l'enseignement et

Avec :

Katherine Khodorowsky,
directrice de la communication du CIDJ

Sophie de Menton, présidente de la société ETHIC

Yvon Gattaz, président de l'association
Jeunesse et Entreprises

le monde du travail, ouvrages sur la formation et l'orientation, attributions de prix, ou encore plaquettes d'information sur les entreprises à destination d'élèves du collège.

Une fois l'aspect « connaissance des métiers » effleuré, toute la question réside au niveau de l'employabilité des jeunes. À cet égard, Yvon Gattaz considère que « l'enseignement a clairement le devoir de s'adapter ». Aujourd'hui, le système scolaire privilégie des qualités telles que « l'intelligence, l'esprit de synthèse ou la mémoire ». Or, ce ne sont pas les qualités requises par l'entreprise, qui recherche plutôt des individus combattifs, ayant le goût du travail en équipe ou une certaine imagination créative. Autre axe de réflexion lancé par Yvon Gattaz : celui qui consiste à déconstruire le mythe du chômage des jeunes. Il s'inscrit en faux contre la croyance qu'un « jeune sur quatre est au chômage ». Pourquoi ? En France, le taux de scolarisation des jeunes de moins de 25 ans étant très élevé, les données s'en trouvent faussées... En étudiant « l'emploi des jeunes de façon plus optimiste », un message d'espoir est délivré. Et de conclure par la devise de Guillaume d'Orange : « Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer ».

« Quelle information pour quelle communication sur les secteurs qui embauchent ? »



Si les certifications professionnelles sont de bons indicateurs de la qualité des formations, il existe des métiers qui recrutent mais qui n'ont pas bonne presse auprès des jeunes. Une communication en amont devient indispensable !



De gauche à droite : Olivier Jospin, Joël Moreau, George Asseraf et Gilbert Azoulay.

L'art d'informer pour réussir

Information est référencée dans le répertoire de la certification, cela signifie que sa performance en termes d'insertion professionnelle a été vérifiée, « soit par le ministère concerné, soit par le volume des insertions professionnelles des trois dernières promotions de la formation ».

Mais alors, comment partager l'information sur le métier ? Selon George Asseraf, « établir un partenariat entre les acteurs du monde du travail et des organismes tels que le CIDJ, Centre Inffo ou l'Onisep peut rendre les informations sur les métiers plus digests et plus dynamiques ». Cependant, si certains métiers (comptables, ingénieurs) sont suffisamment connus, d'autres méritent une meilleure exposition en termes de parcours professionnels. Il en est ainsi du métier de facteur ! En raison de besoins de recrutement importants, Joël Moreau explique que La Poste s'emploie à informer les jeunes sur ce métier le plus tôt possible. Comment ? « En leur proposant des formations professionnalisantes et en leur présentant des possibilités d'évolution de carrière intéressantes ». Cela suffit-il pour convaincre les jeunes ? D'après George Asseraf, la réponse est nuancée : « Avant de s'engager dans un parcours de formation, le jeune ne regarde pas seulement le métier mais s'intéresse aussi à l'image de l'entreprise et au secteur dans lequel elle évolue ».

Pour résoudre cette problématique de l'information sur les métiers, et notamment sur les métiers dont l'attractivité est faible (chaudronnier, facteur,...), Olivier Jospin estime

Avec la participation de :

George Asseraf, président de la Commission nationale de certification professionnelle

Olivier Jospin, président de la Conférence des Écoles de la 2^e chance

Joël Moreau, directeur de l'emploi et de la communication RH - La Poste

« Les métiers de demain sont le remplacement des métiers d'aujourd'hui ».

GEORGE ASSERAF

« L'alternance est une excellente manière pour se confronter dans la durée avec la réalité de l'entreprise et des métiers ».

JOËL MOREAU

« Il faut réhabiliter le stage pour vaincre le désaccord enseignants/entreprises ».

OLIVIER JOSPIN

Les secteurs qui embauchent... Quels sont-ils ? Comment y accède-t-on ? Quelle information pour une orientation réussie ? Président de la Commission nationale de certification professionnelle, George Asseraf se trouve au cœur de ces interrogations. Notamment, une de ses missions consiste en la réalisation d'études prospectives sur l'emploi, comme celle appelée à paraître en 2012 qui s'intitulera « Les métiers de 2020 ». Pour savoir quels seront les métiers de demain, George Asseraf explique que ses études se basent à la fois sur des éléments d'ordre démographique (départs en retraite, arrivée massive de jeunes sur le marché de l'emploi)... et sur des éléments d'ordre structurel (stabilisation d'emplois, transformation des métiers). À partir de ces éléments, « il existe une idée assez forte des métiers vers lesquels il convient d'orienter les jeunes ».

Si la prospective permet aux jeunes de cibler les secteurs dynamiques ou prometteurs, encore faut-il emprunter la formation qui y mène. C'est à ce moment précis qu'interviennent la certification professionnelle et son répertoire national, qui comprend aussi bien les diplômes que les titres professionnels et les certificats de qualification de branches. La certification est primordiale dans le choix d'une formation. En effet, si une for-

que des efforts sont à accomplir en direction des structures comme les Écoles de la 2^e chance. À ses yeux, il est possible d'agir avec précision sur le choix professionnel des jeunes, et ce, tout en respectant le principe de « l'orientation choisie ». Mais justement, comment faire ? « Tout est dans la lenteur », explique Olivier Jospin. Au sein des Écoles de la 2^e chance, nous faisons l'éloge de la lenteur. Je regrette les dégâts dont se rendent responsables certains professionnels de l'orientation, notamment lorsque le parcours scolaire d'un adolescent de 15 ans prend tel virage radical sous prétexte que ses résultats en maths sont mauvais ». Si on leur laisse le temps de faire des choix, mais aussi des erreurs, les jeunes peuvent réussir leur orientation.

En guise de conclusion, Olivier Jospin croit en la vertu des stages pour mieux connaître les métiers : « Pour décider de son métier, il faut le connaître. Et pour le connaître, il faut le pratiquer ». Dès lors, il faut permettre aux jeunes de fréquenter l'entreprise dès le lycée. À ses yeux, les stages devront être « vertueux », autrement dit « ne pas être trop longs et se situer le moins possible au terme du parcours de formation ».

« Comment décloisonner le monde de l'enseignement et celui de l'entreprise ? »



Le rapprochement école/entreprise à la lumière d'expériences étrangères, les efforts français en matière d'enseignement professionnel, une nouvelle vision de l'enseignement orientée vers les entreprises...

École/entreprise : je t'aime, moi non plus...



De gauche à droite :
Micheline Hotyat,
Laure Endrizzi et
Robert Papin.

Avec :

Laure Endrizzi, chargée de recherche à l'Institut français de l'éducation, ENSL

Micheline Hotyat, recteur, chargée de mission auprès du DIO

Robert Papin, professeur des universités, fondateur d'HEC Entrepreneurs

En France, les mondes de l'enseignement et de l'entreprise sont régulièrement accusés de se regarder en chiens de faïence. En effet, leur relation manquerait cruellement de relief. Pour mettre ces critiques en perspective, Laure Endrizzi a orienté ses travaux de recherche sur la relation école/entreprise dans les pays étrangers. Une relation qui s'incarne selon elle à trois niveaux : organisationnel, curriculaire et sur la professionnalisation des acteurs.

Au niveau organisationnel, Laure Endrizzi relève que tous les systèmes scolaires étrangers « ont récemment rénové leur enseignement professionnel ». En Allemagne, la relation école/entreprise s'avère particulièrement dynamique en raison d'un accord-cadre conclu au niveau fédéral. Du côté du système danois, l'accent a été porté sur « la mobilité des élèves d'une filière à l'autre » : en simplifiant la réorientation des élèves, l'échec scolaire se trouve limité. Enfin, le système anglais se caractérise par le fait que « les milieux économiques ont été sollicités pour participer à la définition des programmes scolaires ». Au niveau curriculaire, Laure Endrizzi remarque une « généralisation des cours de sensibilisation à l'orientation ». Ces cours se basent sur le fait que la capacité à s'orienter est « tridimensionnelle » : connaissance de soi, connaissance des métiers et

enfin connaissance des formations. Dans certains pays, une sensibilisation à l'orientation est dispensée dès les cours de primaire !

Au niveau de la professionnalisation des acteurs, « un modèle de guidance » est désormais de mise. « Avec ce modèle, on ne s'adresse plus à l'élève en formation, mais bien à la personne en construction et au futur citoyen-travailleur qui doit trouver sa place dans la société », indique la chargée de recherche.

Immanquablement, cette analyse des systèmes étrangers suscite des réactions, comme celle de Micheline Hotyat, qui souligne avec force que « l'enseignement professionnel a également été rénové en France ». Une rénovation qui s'est traduite de deux manières : « D'une part, le lycée professionnel est devenu l'égal du lycée général et technologique, d'autre part, de nombreuses passerelles existent maintenant entre les différents enseignements professionnels ». Cette rénovation imprègne d'autres cycles, puisque, « pour faire le lien entre le secondaire et le supérieur, des licences et des masters professionnels ont été mis en place ». Mais quid des collègues ? Ne faut-il pas éveiller l'intérêt des élèves au monde de l'entreprise le plus tôt possible ? À cet égard, Micheline Hotyat considère que l'apparition en 2008 du PDMF (Parcours découverte des métiers et des formations) poursuit précie-

sément cet objectif. Le PDMF commence en classe de 5^e avec des initiations à la vie en entreprise (à travers des visites préparées) et se poursuit en classe de 4^e, où toutes les voies de formation post-collège leur sont présentées, « sans jamais négliger la voie de l'apprentissage ». Tout au long de son parcours jusqu'au lycée, l'élève est encouragé à « être acteur de son orientation et de ses choix, l'essentiel étant qu'il puisse se révéler et affirmer sa personnalité ».

Robert Papin est convaincu de la nécessité du rapprochement entre les mondes de l'enseignement et de l'entreprise. Ses premières critiques vont pourtant à l'endroit du système éducatif, dont il regrette le « refus de la sélection ». Conséquence ? « Tout le monde a le baccalauréat et de nombreux cursus sont embouteillés, avec du chômage à la fin de nombreux parcours de formation ». L'école serait-elle seule responsable ? « Pas forcément. La hiérarchisation des métiers dans la tête des parents est aussi problématique ».

Pour améliorer la situation, Robert Papin souhaite que la France soit en mesure de « développer une vision futuriste de l'enseignement ». En somme, « dédramatiser l'entreprise et se concentrer davantage sur les qualités humaines des élèves (combativité, travail en équipe) que sur leurs savoirs académiques ».

« La relation école/entreprise a tendance à être bousculée par la question de l'orientation ».

LAURE ENDRIZZI

« La rénovation de l'enseignement professionnel en France est une révolution de fond. Il faudra attendre quelques années pour qu'elle porte ses fruits ».

MICHELINE HOTYAT.

« Quel que soit leur niveau, BEP, licence, maîtrise, les jeunes doivent apprendre à développer des qualités humaines, car ce sont sur ces qualités qu'ils seront embauchés ! »

ROBERT PAPIN



Les informations sur les métiers existent, ainsi que les personnes pour en parler. Mais cette communication est-elle efficace ? En clair, est-elle réellement adaptée aux jeunes ? Décryptage avec une table ronde particulièrement dynamique...



De gauche à droite : Julien Veyrier, Catherine de Labarre et Pascal Charvet.

Être à l'écoute

« Il faut être capable de parler à la motivation des jeunes ».

PASCAL CHARVET

« Avant de parler des métiers aux jeunes, il est primordial d'établir une relation de confiance ».

CATHERINE DE LABARRE

« Le numérique ne peut remplacer cet acte essentiel qu'est celui de la parole et de l'écoute ».

JULIEN VEYRIER

Au sein des structures comme le CIDJ, l'Onisep ou encore Centre Inffo, Catherine de Labarre souhaite que les jeunes puissent se sentir en confiance, et surtout écoutés. À ses yeux, il faut faire les choses dans l'ordre : « Premièrement, connaître les besoins des jeunes. Deuxièmement, leur présenter les caractéristiques de tel ou tel métier ». En plaçant le curseur sur le fait que chaque jeune a sa problématique propre, il devient possible de lui donner les clés de la réussite de son orientation professionnelle. En quoi consiste cette aide ? « Il ne s'agit absolument pas de lui communiquer des renseignements sur les métiers, mais bien de lui apprendre à chercher par lui-même les informations dont il a besoin », souligne-t-elle.

Pourtant, avant le moment de l'échange, le jeune doit faire face à une quantité impressionnante d'informations, qu'elles soient numériques ou papier. Dès lors, comment lui permettre de s'y retrouver ? Selon Catherine de Labarre, « la profusion d'informations n'est pas problématique si ces informations sont de qualité ». Et de définir ce que sont des informations de qualité : « lisibles, adaptées aux jeunes et correspondant à la réalité ». En

effet, « au lieu de peindre les métiers d'une manière idéale, les informations doivent être précises », explique-t-elle. À la lumière de ces réflexions, Catherine de Labarre révèle alors l'émergence au CIDJ d'un nouvel outil, les Cartes Métiers : « Cet outil permet aux jeunes de comprendre les conditions de travail dans lesquelles ils vont bientôt se trouver et d'être renseignés sur leurs perspectives d'évolution de carrière ».

Miser sur l'outil et son interactivité, Pascal Charvet en est convaincu. S'il ne faut jamais perdre de vue la médiation par la parole, et même si les générations de jeunes ne sont pas forcément égales dans l'appropriation du numérique, il est important que « l'information sur les métiers soit renouvelée régulièrement ». En clair, les conseillers d'orientation doivent pouvoir compter sur les outils numériques pour appuyer leurs échanges avec les jeunes. Et d'insister : « Il ne faut pas parler seul des métiers aux jeunes. Il faut en parler dans un ancrage territorial et avec des partenaires économiques ». Pour le directeur de l'Onisep, la création de ces liens est la raison pour laquelle le PDMF (Parcours découverte des métiers et des formations) « fonctionne parfaitement bien en DP3 et DP6 ».

Mais comment parler des métiers aux jeunes ? Directeur de Centre Inffo, Julien Veyrier lance quelques éléments de réponse : « Il s'agit d'une discussion permanente. La découverte des métiers renvoie à un ensemble complexe de représentations subjectives et sociales, mais aussi

Avec la participation de :

Pascal Charvet, directeur de l'Onisep

Catherine de Labarre, directrice générale du CIDJ

Julien Veyrier, directeur de Centre Inffo

de données objectives sur les métiers en tension. Je crois que ceux qui parlent le mieux de la réalité des métiers sont ceux qui les exercent ! » En conséquence, le travail des professionnels de l'information doit être « la mise en relation de ceux qui exercent les métiers avec ceux dont le rôle est de parler des métiers aux jeunes ». Pour établir ce dialogue, il convient de créer des outils communs. À ce titre, Centre Inffo a participé, avec l'État, les Régions et les partenaires sociaux, à l'élaboration du portail Orientation et Formation. « Cette polyphonie organisée s'est nourrie de tous les apports, comme la participation active de l'Onisep ou des branches professionnelles sur la rédaction des fiches métiers », explique Julien Veyrier.

Le portail Orientation et Formation était appelé à devenir en décembre 2011 le portail Orientation pour tous. Pour les acteurs de la table ronde, cette labellisation va permettre un accompagnement des jeunes dans la durée, voire une individualisation des suivis. Selon Catherine de Labarre, « au-delà de la lisibilité de l'information pour les différents publics, cette labellisation va favoriser un véritable échange entre réseaux professionnels »...

Pour une « coordination étroite entre les acteurs de l'information et de l'orientation »



Le mot de la fin... par Jean-Robert Pitte

Délégué à l'information et à l'orientation, Jean-Robert Pitte se réjouit que ce colloque national du CIDJ ait été organisé en étroite collaboration avec Centre Inffo et l'Onisep : « Il est essentiel qu'une coordination étroite se produise entre les acteurs de l'information et de l'orientation ».

Si Jean-Robert Pitte a tenu à clôturer ce congrès, c'est notamment pour évoquer la mission de réforme qui lui a été confiée en juin 2010 et qui aura trouvé un de ses aboutissements fin 2011, à travers la mise en service du portail Orientation pour tous. « Ce service dématérialisé sur les formations et les métiers est mis en ligne à partir du 1^{er} décembre 2011, ainsi qu'un numéro de téléphone ».

Si ces services ne peuvent pas être considérés comme « suffisants »

pour l'utilisateur qui souhaite s'orienter, il s'agira cependant « d'un premier niveau de réponse à ses interrogations ». Par ailleurs, l'utilisateur sera « invité à prendre rendez-vous dans un lieu d'accueil précis où il recevra l'information concrète et approfondie dont il a besoin ». Jean-Robert Pitte ne doute pas que le portail Orientation pour tous saura être une boussole dans le « maquis de l'orientation ».

Un autre aspect de la réforme en cours est celui de « l'amélioration de l'organisation de l'accueil des usagers, des demandeurs d'information et d'aide à l'orientation ». En France, il existe à l'heure actuelle près de 8 500 lieux physiques d'accueil pour une information liée à l'orientation. Des lieux d'accueil qui connaissent divers degrés de spécialisation, ce qui induit pour l'utilisateur des difficultés pour frapper à la bonne porte. Prenant acte de ces dif-

ficultés, la réforme prévoit que tous ces lieux d'aide à l'orientation soient en mesure « d'apporter un premier niveau d'information et d'orientation à tous les usagers, avant, le cas échéant, de diriger la personne vers un service correspondant mieux à ses attentes ».

Pour conclure son propos, Jean-Robert Pitte estime qu'il ne « faut pas craindre cette réforme puisqu'elle va permettre à chaque acteur de l'orientation de trouver sa place ». Et de préciser : « L'échange des bonnes pratiques ne peut que rendre service au plus grand nombre ! »

CONTACT :

Katherine Khodorowsky
Directrice de la communication - CIDJ
101, quai Branly
75740 Paris Cedex 15
Tél. : 01 44 49 12 00
katherinekhodorowsky@cidj.com

www.cidj.com